

- e) Supprimer l'objectif final 1.5 et remplacer par :
 "1.5. Les élèves peuvent assumer la direction d'un groupe lors d'un travail de groupe et collaborer sous la direction d'un compagnon de classe."
- f) Supprimer l'objectif final 1.6.
- g) Supprimer l'objectif final 1.7 et remplacer par :
 "1.6. Les élèves peuvent être critiques et formuler leur propre opinion."
- h) Supprimer l'objectif final 1.8 et remplacer par :
 "1.7. Les élèves peuvent se défendre vis-à-vis des compagnons d'âge et des adultes en donnant des signaux qui sont compréhensibles et acceptables pour les autres."
- i) Supprimer l'objectif final 1.9 et remplacer par :
 "1.8. Les élèves peuvent se montrer discrets."
- j) Supprimer l'objectif final 1.10 et remplacer par :
 "1.9. Les élèves peuvent avouer qu'ils ont tort ou qu'ils n'ont pas réussi, écouter la critique, et en tirer profit."
- k) Supprimer l'objectif final 2 et remplacer par :
 "2. Les élèves peuvent respecter dans des situations fonctionnelles un certain nombre de conventions verbales et non verbales en matière de conversation."
- l) Supprimer l'objectif final 3 et remplacer par :
 "3. Les élèves peuvent collaborer avec d'autres, sans distinction de milieu social, de sexe ou d'origine ethnique."
 Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 L. VAN DEN BRANDE
 Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
 L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1785

[S - C - 97/29295]

14 JUILLET 1997. — Décret portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Création, mission de service public*

Article 1^{er}. Il est institué, sous la dénomination "Radio-Télévision belge de la Communauté française", en abrégé RTBF, une entreprise publique autonome à caractère culturel de la Communauté française dotée de la personnalité juridique et dénommée ci-après : "entreprise".

L'entreprise a pour objet social l'exploitation, notamment par la production et la diffusion de programmes de radio et de télévision, de services de radiodiffusion sonore et télévisuelle.

Elle peut exercer en Belgique et à l'étranger toute activité et faire toute opération mobilière et immobilière de quelque nature que ce soit qui se rapporte directement ou indirectement à cet objet ou qui contribue à en assurer ou en faciliter la réalisation.

L'entreprise arrête librement le programme de ses émissions et les modalités de leur exécution.

Art. 2. L'entreprise assure le service public de radio et de télévision de la Communauté française de Belgique.

Art. 3. Cette mission de service public est assurée en priorité par une offre au public, notamment à l'ensemble des francophones de Belgique, de programmes de radio et de télévision, par voie hertzienne, par câble, par satellite ou tout autre moyen technique similaire qui permet d'assurer l'accès, à des conditions respectant le principe d'égalité entre les usagers, à tous les programmes généraux et spécifiques de l'entreprise correspondant à sa mission de service public.

L'entreprise arrête cette offre en fonction d'une répartition d'émissions assurant la diversité des programmes et comprenant notamment des émissions d'information générale, internationale, européenne, fédérale, communautaire, régionale, des émissions de développement culturel, d'éducation permanente, de divertissement et des émissions destinées à la jeunesse. Dans le cadre de cette offre de programmes, elle présentera notamment des œuvres d'auteurs, de producteurs, de distributeurs, de compositeurs et d'artistes-interprètes de la Communauté française.

(1) *Session 1995-1996 :*

Documents du Conseil. — n° 104 : n° 1 : Projet de décret; n°s 2 à 91, 93 à 101 : Amendements; n° 92 : Rapport.

Session 1996-1997 :

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance des 20, 21, 27 mai, 10 et 17 juin et 8 juillet 1997. — Adoption. Séance du 8 juillet 1997.

L'entreprise, en arrêtant son offre de programmes, veille à ce que la qualité et la diversité des émissions offertes permettent de rassembler des publics les plus larges possibles, d'être un facteur de cohésion sociale tout en répondant aux attentes des minorités socio-culturelles, et permettent de refléter les différents courants d'idées de la société, sans discrimination, notamment culturelle, raciale, sexuelle, idéologique, philosophique ou religieuse et sans ségrégation sociale. Ces émissions tendent à provoquer le débat et à clarifier les enjeux démocratiques de la société, à contribuer au renforcement des valeurs sociales, notamment par une éthique basée sur le respect de l'être humain et du citoyen, à favoriser l'intégration et l'accueil des populations d'origine étrangère vivant en Communauté française.

L'entreprise veille à accomplir un effort significatif de création, en favorisant la réalisation de productions originales, et de valorisation du patrimoine de la Communauté française de Belgique et des spécificités régionales. Elle compose son offre de programmes par priorité sur base de sa production propre.

L'entreprise s'attache par ailleurs à promouvoir les échanges et la production commune des programmes avec les organismes, prioritairement publics, de radio et de télévision des pays européens et des pays appartenant à la francophonie, et à créer et entretenir des synergies avec l'ensemble des acteurs du secteur de la communication et de la culture de la Communauté française.

L'entreprise s'attache de manière générale à être une référence en matière d'innovation, de qualité technique, professionnelle, artistique et culturelle.

Afin de déterminer les modalités d'exécution de sa mission de service public, elle conclut avec la Communauté française un contrat de gestion définissant les droits et obligations de chacune des parties.

Art. 4. En outre, l'entreprise assure l'exécution des missions spécifiques qui lui sont confiées par le Gouvernement et dont celui-ci assure la juste rétribution.

Un accord sur l'étendue des tâches demandées et la contrepartie financière accordée est conclu entre le Gouvernement et l'entreprise.

Art. 5. L'entreprise est responsable de sa programmation et assure la maîtrise éditoriale de l'information.

Art. 6. § 1^{er}. Dans les conditions fixées par le contrat de gestion, l'entreprise peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est compatible avec son objet social, et ci-après dénommées "filiales".

§ 2. L'entreprise ne peut toutefois prendre de participation minoritaire sans l'autorisation préalable du Gouvernement.

§ 3. La mission de service public de l'entreprise dans le domaine de l'information et, notamment, la responsabilité rédactionnelle des émissions d'information ne peut être confiée à une filiale ou à une entreprise tierce. L'entreprise peut autoriser des sociétés dans lesquelles elle participe à diffuser de l'information et notamment à reproduire ses programmes d'information.

§ 4. L'entreprise désigne ses représentants dans les filiales pour une durée qu'elle détermine et qui ne peut excéder cinq ans.

§ 5. Tout représentant de l'entreprise dans une filiale :

1° fait trimestriellement rapport sur l'exercice de son mandat devant le conseil d'administration de l'entreprise, et chaque fois que la majorité des membres du conseil le demande;

2° répond en tout temps devant le conseil d'administration de l'entreprise à toute demande d'information qui lui est adressée par un des commissaires du Gouvernement, en ce qui concerne son mandat ou la situation de la filiale dans laquelle il a été désigné comme représentant de l'entreprise.

§ 6. Le conseil d'administration peut révoquer à tout moment les représentants désignés par l'entreprise dans les filiales.

Lorsque ces représentants sont membres du conseil d'administration ou du personnel au moment de leur désignation, ils sont démis de plein droit de leurs mandats dans les filiales en cas de perte de ces qualités.

§ 7. Le Gouvernement peut désigner deux délégués, dans chacune des filiales où l'entreprise détient une participation d'au moins 10% du capital.

L'entreprise doit prendre toute les mesures utiles à cette fin.

Le Gouvernement détermine le statut et les missions de ces délégués.

Art. 7. § 1^{er}. L'entreprise ne peut produire ou diffuser des émissions contraires aux lois ou à l'intérêt général, portant atteinte au respect de la dignité humaine, et notamment contenant des incitations à la discrimination, à la haine ou à la violence, en particulier pour des raisons de race, de sexe ou de nationalité ou tendant à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

§ 2. Les émissions diffusées par l'entreprise qui concourent à l'information ou à l'éducation des téléspectateurs ou auditeurs, sont faites dans un esprit d'objectivité, sans aucune censure préalable ou ingérence d'une quelconque autorité publique ou privée.

§ 3. Selon les règles déterminées par le contrat de gestion, le conseil d'administration peut confier des émissions de radio ou de télévision à des associations représentatives que le Gouvernement reconnaît à cette fin. Ces émissions respectent le paragraphe premier du présent article.

§ 4. Après l'avoir mise en demeure et l'avoir entendue, en cas de violation du décret ou des règles arrêtées par l'entreprise, le conseil d'administration de l'entreprise peut suspendre provisoirement les émissions confiées à l'association intéressée. L'administrateur général est habilité à prendre toutes mesures urgentes provisoires, à titre préventif.

§ 5. L'entreprise est tenue de diffuser sans frais, à raison d'un maximum de trois heures par mois, des communications en langue française du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale. Le Gouvernement de la Communauté française arrête les modalités de ces communications, après avis du conseil d'administration.

§ 6. Dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, l'entreprise communique au Gouvernement, sans préjudice de l'article 19, § 1^{er}, 6°, les règles relatives au programme minimum, ainsi qu'aux équipements qui doivent être maintenus en permanence en ordre de fonctionnement. À défaut, le Gouvernement détermine ces règles, après avis du conseil d'administration et des organisations syndicales représentatives du personnel de l'entreprise.

§ 7. Dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret, le conseil d'administration, après consultation de la direction de l'information et à la majorité des deux tiers des voix exprimées, établit un règlement d'ordre intérieur relatif au traitement de l'information et à la déontologie des membres du personnel, et notamment à la déontologie des journalistes afin de garantir l'objectivité et l'indépendance de l'information ainsi que de ceux qui l'assurent, qui sera soumis à la consultation de la commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Contrat de gestion*

Art. 8. § 1^{er}. Le contrat de gestion conclu entre la Communauté et l'entreprise détermine les règles et modalités selon lesquelles l'entreprise remplit sa mission de service public. En contrepartie, la Communauté française alloue à l'entreprise une subvention annuelle suffisante et met à disposition de l'entreprise les fréquences hertziennes nécessaires.

§ 2. Le contrat de gestion précise les principes généraux qui président à la réalisation des différentes tâches que l'entreprise assure en vue de l'exécution de sa mission de service public, et en tout cas, les dispositions à prendre :

- 1° pour définir une politique de programmes en télévision et en radio qui tienne compte des points ci-dessous;
- 2° pour remplir sa mission dans le domaine de l'information et pour assurer la continuité du service public en cette matière;
- 3° pour assurer le développement culturel, notamment par la mise en valeur et la promotion des activités culturelles de la Communauté française, son patrimoine en Wallonie, à Bruxelles et à l'étranger ainsi que la valorisation appropriée des spécificités régionales;
- 4° pour favoriser les émissions dans le domaine de l'éducation permanente;
- 5° pour assurer une programmation d'émissions de divertissement de qualité.
- 6° pour assurer l'écoute des téléspectateurs et le suivi de leurs plaintes.

§ 3. Le contrat de gestion comprend également :

- a) La fixation, le calcul et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du budget général des dépenses de la Communauté, ainsi que le plafond autorisé des ressources publicitaires.
- b) Les sanctions en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion.
- c) Les modalités de calcul et les seuils de production propre.

§ 4. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation, et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 5. Sans préjudice de l'article 4, les obligations financières générales éventuelles de la Communauté à l'égard de l'entreprise sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion.

Art. 9. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu dans les trois mois de l'entrée en vigueur des articles 33 et 36 du décret.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de six ans au plus.

§ 3. Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par arrêté du Gouvernement, et à la date fixée par celui-ci. Il est publié au *Moniteur belge*.

§ 4. Six mois avant l'expiration du contrat de gestion, l'entreprise soumet au Gouvernement une proposition de contrat de gestion.

§ 5. Si à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas conclu, le contrat de gestion en cours est prorogé de plein droit pendant un an. Au terme de la prorogation, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une seule fois.

CHAPITRE III. — *Organisation*

Section 1^{re}. — Conseil d'administration

Art. 10. § 1^{er}. L'entreprise est administrée par son conseil.

§ 2. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de l'entreprise. Il peut notamment exercer en Belgique et à l'étranger, toutes les activités et faire toutes les opérations mobilières ou immobilières de quelque nature que ce soit qui se rapportent directement ou indirectement à l'objet social de l'entreprise ou qui contribuent à en assurer ou en faciliter la réalisation.

§ 3. Le conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur; ce règlement fixe les limites et les formes dans lesquelles il délègue certaines de ses attributions à d'autres organes de l'entreprise ou à des membres du personnel. Il règle aussi les procédures à respecter dans les cas où le conseil prend une décision sur proposition de l'administrateur général, en particulier les délais et les dispositions à prendre en cas de carence.

§ 4. Toutefois, le conseil d'administration ne peut déléguer :

- 1° l'approbation du contrat de gestion et de ses modifications;
- 2° l'approbation du budget et des comptes annuels de l'entreprise;
- 3° la définition de la politique générale de l'entreprise;
- 4° l'approbation des grilles de programmes de l'entreprise;
- 5° l'adoption du statut du personnel, du statut syndical et du règlement de travail;
- 6° l'établissement des règles qui assurent l'indépendance des journalistes.

Art. 11. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé de treize administrateurs, élus pour la durée de la législature par le Conseil de la Communauté qui fait application du système de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus.

§ 2. Le Conseil de la Communauté élit simultanément, et selon les mêmes modalités, autant d'administrateurs suppléants que d'administrateurs titulaires. Nul ne peut être à la fois administrateur titulaire et suppléant.

§ 3. L'élection des administrateurs titulaires et suppléants visée aux § 1^{er} et 2 du présent article doit avoir lieu dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Conseil de la Communauté.

§ 4. Tout citoyen belge, d'expression française, jouissant des droits civils et politiques et n'ayant pas atteint l'âge de 65 ans accomplis peut présenter sa candidature à un mandat d'administrateur au conseil d'administration de l'entreprise.

Les candidatures doivent être présentées auprès du Conseil de la Communauté dans les trente jours d'un appel publié au *Moniteur belge*.

§ 5. Le mandat des administrateurs expire le jour de l'installation de leurs successeurs.

§ 6. L'administrateur qui cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat est remplacé par son suppléant suivant l'ordre déterminé par l'élection du Conseil de la Communauté. Il en achève le mandat.

En cas d'empêchement prolongé de plus de trois mois d'un administrateur titulaire, son suppléant doit être invité à le remplacer pour la durée de l'empêchement.

Art. 12. § 1^{er}. L'exercice d'un mandat d'administrateur au conseil d'administration est incompatible :

1° avec la qualité de membre d'un gouvernement et avec la qualité de membre d'un cabinet ministériel;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire et régionale;

3° avec la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement et de député permanent;

4° avec la qualité d'agent statutaire ou contractuel de l'entreprise;

5° avec l'exercice de toute fonction impliquant un lien de subordination avec une autre entreprise et qui serait susceptible de provoquer un conflit d'intérêt avec l'entreprise, à l'exception des mandats exercés en qualité de représentant désigné par l'entreprise dans ses filiales;

6° avec l'appartenance à une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie, tels qu'énoncés notamment par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

7° avec celle de titulaire d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de C.P.A.S.

§ 2. Lorsque le conseil d'administration constate qu'un administrateur a perdu une des conditions d'éligibilité ou contrevient aux incompatibilités énoncées au paragraphe précédent, il invite cet administrateur à se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de un mois. Si cet administrateur ne le fait pas, il est démis de plein droit de son mandat le dernier jour du mois dans lequel le conseil d'administration a constaté l'incompatibilité. Lorsqu'une incompatibilité relève des 5° et 6° du § 1^{er}, elle ne pourra être constatée que par une décision motivée du conseil d'administration, délibérant à la majorité des deux tiers des membres présents, après que l'administrateur concerné ait, dans un délai de un mois après la notification faite par le conseil d'administration, déposé un mémoire de défense écrit et ait été entendu, éventuellement accompagné de son conseil. La décision du conseil d'administration est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la poste à l'administrateur concerné.

§ 3. En cas de faute ou de négligence grave dans l'exercice de son mandat, ainsi qu'en cas d'acte ou de comportement incompatible avec cet exercice, un administrateur peut être révoqué par le Conseil de la Communauté, sur avis motivé du conseil d'administration.

§ 4. En cas d'atteinte grave à l'intérêt général, à la mission de service public de l'entreprise et au contrat de gestion, le Gouvernement peut, six mois après avoir mis le conseil d'administration en demeure, proposer la révocation du conseil d'administration au Conseil de la Communauté française qui en délibérera.

§ 5. Le membre révoqué n'est pas rééligible.

Art. 13. § 1^{er}. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, soit à son initiative, soit chaque fois qu'au moins un cinquième des administrateurs en fait la demande écrite.

§ 2. Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente.

§ 3. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 14. § 1^{er}. Copie de tout procès-verbal établi par un des organes collectifs de l'entreprise visés aux articles 16, 19 et 20 du présent décret, ainsi que copie, écrite ou audiovisuelle selon les possibilités des services, de toute émission diffusée par l'entreprise sont communiquées par l'administrateur général à l'administrateur ou au commissaire qui en fait la demande.

§ 2. Le président du conseil d'administration peut, à tout moment, requérir de l'administrateur général toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat. A titre exceptionnel, au nom du conseil d'administration qu'il informe, le président peut prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise. Avec l'autorisation du conseil d'administration, il peut se faire assister par tout expert de son choix, dont la rémunération incombe à l'entreprise.

§ 3. Les articles 60, paragraphes 1^{er}, 2 et 3, 61, 63bis et 67, alinéa 1^{er} des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables par analogie au conseil d'administration et à ses membres.

§ 4. Sauf décision contraire et expresse du conseil d'administration, chaque administrateur est tenu de garder la confidentialité des délibérations du conseil d'administration.

§ 5. Le Gouvernement fixe le montant des indemnités qui peuvent être allouées aux administrateurs.

Art. 15. Le conseil d'administration élit un président et trois vice-présidents appartenant à des groupes politiques différents. Le président et les vice-présidents désignent chacun un suppléant parmi les membres du conseil d'administration.

Section II. — Comité permanent

Art. 16. § 1^{er}. Le comité permanent est composé du président, des vice-présidents du conseil d'administration ou de leur suppléant et de l'administrateur général.

Il est chargé de l'instruction des dossiers à présenter au conseil d'administration et des missions que lui délègue ce dernier.

§ 2. Autant que nécessaire et au moins quatre fois par an, le comité permanent invite les directeurs généraux et les responsables de centres régionaux de production à assister à ses travaux.

Section III. — Administrateur général et directeurs généraux

Art. 17. § 1. La gestion journalière de l'entreprise, la représentation en ce qui concerne cette gestion, l'exécution des décisions du conseil d'administration, sont confiées, sous le contrôle du conseil d'administration, à l'administrateur général.

L'administrateur général négocie le contrat de gestion en concertation avec le président du conseil d'administration.

§ 2. L'administrateur général est désigné par le Gouvernement.

Son mandat est de dix ans.

Si l'administrateur général a plus de 55 ans lors de sa désignation, le Gouvernement peut réduire la durée du mandat.

Il ne peut être démis ou révoqué que par arrêté du Gouvernement, pris sur avis conforme de deux tiers des membres du conseil d'administration.

Lorsque, en application de l'article 12, § 4, le Conseil de la Communauté française a décidé la révocation du conseil d'administration, le Gouvernement est tenu de révoquer l'administrateur général dans le mois qui suit la révocation du conseil d'administration.

§ 3. Le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des directeurs généraux sur proposition de l'administrateur général.

Le conseil d'administration désigne les directeurs généraux, pour un terme renouvelable de cinq ans, sur proposition de l'administrateur général.

Si un directeur général a plus de 60 ans lors de sa désignation, le conseil d'administration peut réduire la durée du mandat.

Les directeurs généraux ne peuvent être démis ou révoqués que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration, sur proposition de l'administrateur général.

L'administrateur général, assisté des directeurs généraux, et en concertation avec les responsables des centres régionaux de production, assure la coordination dans la mise en oeuvre des principes généraux tels que définis à l'article 8, § 2, du présent décret.

§ 4. Les droits et obligations mutuels de l'administrateur général et de l'entreprise, sont réglés par une convention particulière conclue entre le conseil d'administration, représenté par son président, et l'administrateur général. Les droits et obligations mutuels des directeurs généraux et de l'entreprise sont réglés dans des conventions particulières conclues entre les directeurs généraux, d'une part, et le conseil d'administration, représenté par son président et l'administrateur général d'autre part.

§ 5. L'administrateur général participe aux réunions du conseil d'administration. Il peut se faire assister de toute personne qu'il désigne.

§ 6. Les articles 12, § 1^{er}, 1^o à 3^o, 5^o, 6^o, 7^o et § 2, ainsi que l'article 14, § 3 et § 4, s'appliquent, s'il y a lieu, à l'administrateur général et aux directeurs généraux.

§ 7. En cas de décès, démission, départ à la retraite ou révocation de l'administrateur général ou d'un directeur général, le successeur achève le mandat en cours.

Section IV. — Centres régionaux de production

Art. 18. § 1^{er}. Le conseil d'administration veille à la décentralisation effective des services au sein de l'entreprise, alloue aux centres régionaux de production des moyens suffisants et veille à leur attribuer une part significative de la production des programmes.

Sur proposition de l'administrateur général, le conseil d'administration détermine le nombre, le siège, le ressort, les attributions et les moyens des centres régionaux de production et des studios qui en relèvent. L'entreprise institue en tout cas cinq centres régionaux de production dont au moins un à Bruxelles. Les centres régionaux ont pour mission principale de produire des programmes destinés à être diffusés par l'entreprise. Le conseil d'administration attribue par priorité aux centres régionaux de production l'élaboration des programmes d'information locale et régionale, ainsi que des programmes de nature à refléter les spécificités régionales et locales.

§ 2. Le conseil d'administration arrête le nombre, les fonctions et les attributions des responsables des centres régionaux de production, sur proposition de l'administrateur général. Le conseil d'administration désigne les responsables des centres régionaux de production, pour un terme renouvelable de cinq ans, sur proposition de l'administrateur général.

Les responsables des centres régionaux de production ne peuvent être démis ou révoqués que par décision de deux tiers des membres du conseil d'administration, sur proposition de l'administrateur général.

Les droits et obligations mutuels des responsables des centres régionaux de production et de l'entreprise sont réglés dans des conventions particulières conclues entre les responsables d'une part, et le conseil d'administration, représenté par son président et l'administrateur général d'autre part.

§ 3. Les centres régionaux de production sont gérés de manière autonome. Ils inscrivent leurs actions dans le respect :

- de la politique générale de l'entreprise telle qu'elle est arrêtée dans le cadre de leurs compétences par le conseil d'administration et l'administrateur général;
- des moyens budgétaires qui leur sont alloués annuellement par le conseil d'administration;
- des dispositions du présent statut et du contrat de gestion.

§ 4. En cas de décès, démission, départ à la retraite ou révocation du responsable d'un centre régional, le successeur achève le mandat en cours.

Section V. — Commission paritaire

Art. 19. Il est institué dans l'entreprise, une commission paritaire.

§ 1^{er}. Celle-ci est compétente pour :

- 1° la concertation et l'information générale du personnel;
- 2° la négociation du statut du personnel, du règlement du travail et du statut syndical sans préjudice des dispositions visées au 7° et de l'article 28 ci-dessous;
- 3° les matières relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs, ainsi que celles relatives à la salubrité du travail et des lieux de travail;
- 4° l'examen de l'information économique et financière concernant l'entreprise et ses filiales et notamment l'examen du rapport annuel tel que défini à l'article 23;
- 5° la consultation préalable à la conclusion du contrat de gestion et à ses modifications;
- 6° l'adoption des règles visées à l'article 7, § 6;
- 7° l'organisation des élections des représentants du personnel de l'entreprise;
- 8° la consultation préalable à l'établissement du règlement d'ordre intérieur relatif au traitement de l'information et à la déontologie des membres du personnel;
- 9° la désignation du conciliateur social.

§ 2. Elle est composée :

- 1° du président du conseil d'administration;
- 2° de l'administrateur général et de sept personnes désignées par le Conseil d'administration sur proposition de l'administrateur général parmi celles qui exercent des fonctions de direction au sein de l'entreprise, après consultation des directeurs généraux et responsables de centres régionaux;
- 3° de huit délégués représentant le personnel de l'entreprise, présentés par les organisations syndicales représentatives du personnel de l'entreprise. Celles-ci veilleront à ce que les listes de représentants présentées permettent d'assurer une représentation équilibrée du personnel émanant des centres régionaux de production.

Les délégations patronale et syndicale peuvent chacune se faire accompagner d'un expert.

Est considérée comme représentative du personnel de l'entreprise, toute organisation syndicale qui, cumulativement :

- 1° est affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail;
- 2° défend les intérêts de toutes les catégories du personnel de l'entreprise.
- 3° compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins dix pourcent des membres du personnel de l'entreprise.

Le contrôle de la représentativité des organisations syndicales est exercée par la commission visée à l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.

4° Il est nommé un suppléant pour chaque membre de la commission paritaire.

§ 3. La commission paritaire est présidée par le président du conseil d'administration; le président dispose d'une voix consultative. Elle se réunit sur convocation de son président, soit à son initiative, soit chaque fois que demande en est faite par l'administrateur général ou par au moins la moitié des délégués représentant le personnel de l'entreprise.

Elle peut créer des sous-commissions pour traiter de compétences précises.

§ 4. La commission paritaire ne peut délibérer que si la moitié au moins des membres de chaque délégation patronale et syndicale est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée endéans les quinze jours. La commission peut alors délibérer valablement si la moitié de ses membres est présente.

Sans préjudice du § 6, elle émet, à la majorité simple des voix exprimées, des avis qu'elle transmet au conseil d'administration.

§ 5. Dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret, la commission paritaire désigne à l'unanimité des voix exprimées un conciliateur social et son suppléant dont la mission est de rechercher les points de convergence permettant la poursuite des négociations en cas de désaccord persistant sur les points soumis à la négociation, à la consultation ou à l'avis de la commission paritaire conformément au § 1^{er}, 1° à 3° et 7°.

Si, à l'issue du délai prescrit à l'alinéa précédent, l'unanimité n'a pu être acquise, la commission paritaire désigne le conciliateur social et son suppléant à la majorité simple des voix exprimées.

Le conciliateur et son suppléant ne présenteront aucun lien de subordination directe avec l'entreprise, avec le Gouvernement ou avec des organisations syndicales. Ils seront désignés par priorité parmi les conciliateurs sociaux relevant du ministère fédéral de l'Emploi et du Travail compétent en matière de conventions collectives.

La commission paritaire pourra requérir, à la majorité simple, l'intervention du conciliateur social dont la mission s'achèvera au plus tard deux mois après la décision de la commission paritaire de le saisir. A l'issue de sa mission, il établira un rapport qu'il transmettra à la commission paritaire. Les commissaires du Gouvernement en informent immédiatement le Gouvernement.

Pour les matières visées à l'article 19, § 1^{er}, 2° et 7°, le conciliateur social est saisi d'office, si les majorités spéciales ad hoc visées au § 6 requises à la commission paritaire n'ont pu être établies, à l'expiration d'un délai de trois mois, renouvelable deux fois à la demande d'au moins une des parties, prenant cours à partir de la réunion de la commission paritaire où la proposition a été déposée.

§ 6. Pour les matières visées à l'article 19, § 1^{er}, 2°, la commission paritaire émet ses avis à la majorité des 2/3 des voix exprimées. Ces avis lient le conseil d'administration. Si cette majorité n'a pu être réunie, et après l'expiration d'un délai de deux mois prenant cours à partir du jour où le conciliateur social a été saisi conformément au § 5 et en l'absence de conciliation, le conseil d'administration a la faculté d'adopter ladite proposition sans l'avis de la commission paritaire.

Pour les matières visées à l'article 19, § 1^{er}, 7°, la commission paritaire émet ses avis à l'unanimité des voix exprimées. Ces avis lient le conseil d'administration.

§ 7. Le Gouvernement est habilité à conclure un accord de coopération avec d'autres entités fédérées portant, lorsque celles-ci auront constitué au moins une entreprise publique autonome, sur la création d'une commission paritaire "entreprise publique" commune.

Celle-ci sera compétente pour examiner sur recours les propositions déposées à la commission paritaire interne à l'entreprise en vertu du § 1^{er} ci-dessus. L'accord de coopération déterminera la composition, les compétences et le fonctionnement de la commission paritaire « entreprise publique ».

Les dispositions des § 5 et 6 ci-dessus, relatives au conciliateur social, seront inapplicables de plein droit le jour de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération.

Section VI. — Commission consultative permanente de la radio et de la télévision

Art. 20. § 1^{er}. Conformément à l'article 19, alinéa 2 de la loi du 16 juillet 1973, il est institué auprès de l'entreprise une commission consultative permanente de la radio et de la télévision chargée de donner des avis au conseil d'administration au sujet des grilles de programmes et du contenu général des émissions.

La commission émet ses avis à la demande du conseil d'administration ou de sa propre initiative.

§ 2. Le Gouvernement détermine la composition et arrête les modalités de fonctionnement de cette commission consultative permanente de la radio et de la télévision. La commission consultative permanente de la radio et de la télévision instituée auprès de l'entreprise compte des représentants des ministres ayant la culture, l'éducation permanente et l'éducation dans leurs attributions et des représentants des commissions régionales.

En outre, la commission comprend également un représentant désigné par chacune des organisations syndicales représentatives du personnel.

L'intégralité des membres de la commission consultative permanente sont nommés pour la durée de la législature et renouvelés dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Conseil de la Communauté française.

Section VII. — Commissions régionales

Art. 21. § 1^{er}. Il est institué auprès de chaque centre régional de production une commission régionale dont la mission est de rendre des avis sur le fonctionnement et la production du centre régional de production. Un rapport est transmis annuellement au conseil d'administration.

§ 2. Les commissions régionales sont composées de douze membres nommés par le conseil d'administration parmi des personnalités représentatives du monde politique, économique, social, culturel, du ressort du centre régional de production concerné. Elles ne peuvent être composées, pour plus de la moitié de leurs membres, de mandataires publics ou de représentants des pouvoirs ou de services publics.

La nomination des personnalités du monde politique se fait en application du système de représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au Conseil de la Communauté française.

Chaque commission régionale désigne un président et deux vice-présidents en son sein, qui ne peuvent tous être choisis parmi les représentants du monde politique.

La commission peut, à la majorité des voix exprimées, inviter un représentant par organisation syndicale représentative du personnel à assister aux réunions des commissions régionales.

§ 3. Les membres des commissions sont renouvelés dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du conseil d'administration.

§ 4. Le conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur applicable à chaque commission régionale. Le conseil d'administration délègue, avec voix consultative, un de ses membres aux travaux des commissions régionales.

CHAPITRE IV. — Comptabilité, comptes annuels, rapport annuel

Art. 22. § 1^{er}. L'entreprise est soumise à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

§ 2. En outre, l'entreprise établit une comptabilité analytique.

§ 3. La Communauté peut octroyer sa garantie aux emprunts souscrits par l'entreprise. Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion des emprunts effectués avec la garantie de la Communauté.

Art. 23. § 1^{er}. Le conseil d'administration établit un rapport annuel sur son activité durant l'exercice écoulé.

§ 2. Le rapport annuel contient :

1° une synthèse des comptes annuels, l'inventaire, le bilan et le compte de résultats;

2° un rapport sur l'exécution de sa mission de service public;

3° les informations visées à l'article 77, 4e alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

4° un rapport sur l'exécution du programme d'activité prévisionnel spécifique visé à l'article 25, b), 2°.

Art. 24. Le rapport annuel est soumis à l'examen du collège des commissaires aux comptes, au plus tard le 31 mai. Le rapport annuel est transmis au plus tard le 30 juin au Gouvernement, au Conseil de la Communauté et au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 25. En outre, l'entreprise établit :

a) pour le 31 août de l'année en cours, un rapport intermédiaire portant sur la situation financière et de trésorerie arrêté au 30 juin;

b) pour le 31 décembre au plus tard :

1° un compte de résultat prévisionnel;

2° un programme de réalisation de la mission de service public de l'année à venir.

Art. 26. L'affectation des bénéfices est réglée dans le contrat de gestion.

Art. 27. § 1^{er}. Les recettes de l'entreprise sont :

1° la subvention affectée annuellement par la Communauté française en contrepartie de l'exécution de sa mission de service public conformément au contrat de gestion;

2° les recettes de publicité non commerciale, de parrainage, de publicité commerciale et d'autres opérations publicitaires et commerciales, dans le respect des dispositions prévues au contrat de gestion;

3° les recettes de péage perçues pour la diffusion de certains de ses programmes déterminés par le contrat de gestion;

4° les dons et legs faits en sa faveur;

5° les dividendes et recettes, sous quelque forme que ce soit, des sociétés ou organismes auxquels elle participe;

6° des recettes de toute nature compatibles avec son objet social;

§ 2. Le total des recettes visées au 2° du paragraphe précédent ne peut dépasser un plafond de 25 pourcent maximum des recettes.

CHAPITRE V. — *Personnel*

Art. 28. Sans préjudice de l'article 19, § 1^{er}, 2°, le conseil d'administration arrête sur proposition de l'administrateur général :

a) le statut du personnel, à savoir le statut du personnel à titre définitif ou en stage et du personnel contractuel;

b) le règlement du travail;

c) le statut syndical.

Art. 29. § 1^{er}. L'entreprise peut avoir recours à du personnel contractuel, afin :

1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en oeuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance ou une expérience de haute qualification, d'accomplir des tâches ou de répondre à des besoins spécifiques;

3° de remplacer les membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire, partielle ou totale;

4° d'accomplir des tâches auxiliaires;

§ 2. le conseil d'administration arrête, sur proposition de l'administrateur général, les conditions d'engagement du personnel statutaire ou contractuel.

Art. 30. Les désignations, pour un terme renouvelable de cinq ans, des directeurs généraux et responsables de centres régionaux de production, en application des articles 17, § 3, et 18, § 2, sont effectuées sur base d'une épreuve de sélection sur projet des candidats dont le conseil d'administration arrête les modalités.

CHAPITRE VI. — *Contrôle de l'entreprise*

Section I. — Commissaires du Gouvernement

Art. 31. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne deux commissaires du Gouvernement qui veillent au respect de l'intérêt général, des lois, décrets, ordonnances et arrêtés, de la mission de service public, du contrat de gestion et de l'équilibre financier de l'entreprise. Ils s'assurent que la politique générale de l'entreprise ne porte pas préjudice à l'exécution de sa mission de service public. Ils font rapport au Gouvernement sur toutes les décisions du conseil d'administration qui ont une incidence sur le budget général des dépenses de la Communauté française.

Le Gouvernement règle l'exercice des missions des commissaires du Gouvernement et fixe leur rémunération.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement assistent aux réunions du conseil d'administration, du comité permanent et de la commission paritaire. Ils peuvent se faire communiquer, par l'intermédiaire de l'administrateur général, tout document qu'ils jugent utile pour l'exercice de leurs fonctions.

§ 3. Chaque commissaire du Gouvernement peut, dans un délai de quatre jours, introduire un recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'il estime être contraire à l'intérêt général, aux lois, décrets, ordonnances et arrêtés, à la mission de service public ou au contrat de gestion.

Ce recours suspend la décision. Si dans un délai de quinze jours prenant cours le même jour que le délai dont disposent les commissaires du Gouvernement, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation de la décision, celle-ci devient définitive.

Section II. — Contrôle financier et comptable

Art. 32. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un collège de commissaires aux comptes composé de quatre membres.

§ 2. Le Gouvernement arrête la mission, les moyens d'action, le statut et la rémunération des commissaires aux comptes.

§ 3. Deux commissaires aux comptes sont nommés parmi les membres de la Cour des Comptes. Les deux autres commissaires aux comptes sont nommés par l'entreprise, parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

§ 4. Les informations contenues dans le rapport des commissaires sont confidentielles. Sept exemplaires originaux numérotés sont établis dont un exemplaire est transmis à l'administrateur général, un exemplaire au président du conseil d'administration, deux exemplaires aux commissaires du Gouvernement et trois exemplaires aux vice-présidents du conseil d'administration. Le collège des commissaires aux comptes est garant de la confidentialité de ces informations. Les commissaires aux comptes, à l'invitation du président du conseil d'administration, une fois par an et avant le 30 juin, font rapport au conseil d'administration.

§ 5. Les articles 64, § 1^{er}, quatrième alinéa, 64bis, 64sexies, 64octies, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables au collège des commissaires aux comptes.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 33. § 1^{er}. L'administrateur général de l'organisme visé par le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la RTBF, en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent article, poursuit son mandat jusqu'au 1^{er} décembre 2004. Les membres du conseil d'administration du même organisme, compétents au moment de l'entrée en vigueur du présent article, poursuivent leur mandat jusqu'à l'échéance de la législature en cours à ce moment.

Dès l'entrée en vigueur du présent article, il est procédé à la constitution de la commission paritaire, conformément à l'article 19.

§ 2. Les organes visés au § 1^{er} ont pour mission de conclure le premier contrat de gestion de l'entreprise, conformément aux articles 8 et 9.

Art. 34. Les droits et obligations de l'organisme, et notamment les dispositions relatives au statut du personnel, visés par le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, sont transférés à l'organisme visé à l'article 1^{er}. La cession est opposable aux tiers le jour de l'entrée en vigueur de l'article 33 du présent décret.

Les mandats de directeur général et de responsable d'un centre régional de production, attribués pour la première fois sur base de l'article 17, § 3 alinéa 2 et 18, § 2 s'achèvent le 1^{er} décembre 2004.

A l'exception des précités, les membres du personnel titulaires d'un mandat attribué en application de l'arrêté du Gouvernement du 16 mai 1995 poursuivent leur mandat jusqu'au 1^{er} décembre 2002.

Art. 35. § 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, b), de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française" sont supprimés.

§ 2. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, tel que modifié ou exécuté par les arrêtés des 15 mars 1985, 25 novembre 1985, 22 janvier 1991 et 3 juillet 1991, les mots "de la Radio-Télévision belge de la Communauté française" sont supprimés.

Dans ces arrêtés, les articles concernant spécifiquement la RTBF sont supprimés. Les autres articles sont inapplicables à la RTBF, à l'exception de l'article 9 de l'arrêté du 5 avril 1984 dont les dispositions restent applicables.

§ 3. Sont abrogés :

1° le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française, tel que modifié par décrets des 12 juillet 1978, 30 mars 1983, 8 juillet 1983, 27 mars 1985, 17 juillet 1987, 20 juillet 1988, 4 juillet 1989, 16 avril 1991, 19 juillet 1991, 15 octobre 1991, 26 juin 1992, 21 décembre 1992 et 27 décembre 1993;

2° le décret du 30 mars 1982 relatif aux communications des exécutifs à la RTBF.

Art. 36. § 1^{er}. Les articles 33 et 36 du présent décret entrent en vigueur à la date arrêtée par le Gouvernement.

§ 2. Les autres dispositions du présent décret entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de Gouvernement prévu à l'article 9, § 3.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1785

[S - C - 97/29295]

14 JULI 1997

Decreet houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Oprichting, opdracht van openbare dienst

Artikel 1. Onder de benaming « Radio-Télévision belge de la Communauté française », afgekort RTBF, wordt een autonoom overheidsbedrijf van culturele aard van de Franse Gemeenschap met rechtspersoonlijkheid opgericht, hierna genoemd : « bedrijf ».

Het bedrijf heeft als maatschappelijk doel de exploitatie, inzonderheid door het produceren en het uitzenden van radio- en televisieprogramma's, van diensten voor klank- en televisie-omroep.

Het bedrijf kan in België en in het buitenland elke activiteit van alle aard uitoefenen en elke verrichting van alle aard op roerende en onroerende goederen doen, die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking heeft op dat doel of die ertoe bijdraagt dat doel te verwezenlijken of het verwezenlijken ervan te vergemakkelijken.

Het bedrijf bepaalt in alle vrijheid zijn zendschema en de nadere regels voor de uitvoering ervan.

Art. 2. Het bedrijf neemt de openbare dienst voor radio en televisie van de Franse Gemeenschap van België waar.

Art. 3. Deze opdracht van openbare dienst wordt waargenomen eerst en vooral door het aanbod aan het publiek, inzonderheid aan alle Franstaligen in België, van radio- en televisieprogramma's, langs hertzgolven, de kabel, de satelliet of elk ander gelijkaardig technisch middel dat het mogelijk maakt, in omstandigheden waarin het beginsel van gelijkheid tussen de gebruikers in acht wordt genomen, toegang te verlenen tot alle algemene en specifieke programma's van het bedrijf die beantwoorden aan zijn opdracht van openbare dienst.

Het bedrijf bepaalt dit aanbod op grond van een verdeling van uitzendingen die de diversiteit van de programma's waarborgt en die inzonderheid uitzendingen omvat met een algemene, internationale, Europese, federale, communautaire, regionale informatie, uitzendingen voor culturele ontwikkeling, permanente opvoeding, ontspanning, en uitzendingen bestemd voor de jeugd. In het kader van dit programma-aanbod, stelt het bedrijf inzonderheid werken van auteurs, producers, verdelers, componisten en uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap voor.

Het bedrijf, bij het vaststellen van zijn programma-aanbod, zorgt ervoor dat de kwaliteit en de diversiteit van de aangeboden uitzendingen het bijeenbrengen van het ruimste publiek mogelijk maken, dat ze tot de maatschappelijke cohesie bijdragen, met inachtneming van de verwachtingen van socio-culturele minderheden, en dat de verschillende levensbeschouwelijke strekkingen van de maatschappij vertegenwoordigd worden, zonder discriminatie tussen mensen, inzonderheid wegens hun cultuur, ras, geslacht, ideologie, levensovertuiging of godsdienst, en zonder sociale segregatie. Deze uitzendingen strekken ertoe een debat te veroorzaken en de democratische inzet van de samenleving duidelijk te maken, bij te dragen tot het verstevigen van de maatschappelijke waarden, inzonderheid door een ethiek waaraan de eerbied voor de mens en de burger ten grondslag ligt, de integratie en de opvang van bevolkingsgroepen van vreemde afkomst die in de Franse Gemeenschap leven, te bevorderen.

Het bedrijf levert een bijzondere inspanning op het gebied van creatie, door de realisatie van originele producties aan te moedigen, en op het gebied van het herwaarderen van het patrimonium van de Franse Gemeenschap van België en de regionale specificiteiten. Zijn programma-aanbod wordt bij voorrang samengesteld op basis van zijn eigen productie.

Overigens streeft het bedrijf ernaar de uitwisselingen en de gemeenschappelijke productie van programma's met — prioritair openbare — radio- en televisie-instellingen van de Europese landen en de landen van de Francophonie te bevorderen, en streeft er ook naar synergie tot stand te brengen en in stand te houden met alle personen die werkzaam zijn in de sector communicatie en cultuur van de Franse Gemeenschap.

Het bedrijf streeft er in het algemeen naar als referentie te dienen inzake innovatie, technische, professionele artistieke en culturele kwaliteit.

Ten einde de nadere regels voor de uitvoering van zijn opdracht van openbare dienst vast te stellen, sluit het bedrijf met de Franse Gemeenschap een beheerscontract waarin de rechten en de verplichtingen van beide partijen bepaald worden.

Art. 4. Bovendien zorgt het bedrijf voor de uitvoering van de specifieke opdrachten die aan het bedrijf door de Regering toevertrouwd worden en waarvoor deze laatste de juiste vergoeding toekent.

Er wordt een overeenkomst gesloten tussen de Regering en het bedrijf omtrent de omvang van de geëiste opdrachten en de verleende financiële compensatie.

Art. 5. Het bedrijf is verantwoordelijk voor zijn programmatie en beschikt over de redactionele onafhankelijkheid inzake informatie.

Art. 6. § 1. Met inachtneming van de in het beheerscontract bepaalde voorwaarden, kan het bedrijf direct of indirect deelnemen in Belgische of buitenlandse, publiekrechtelijke of privaatrechtelijke maatschappijen, verenigingen of instellingen waarvan het maatschappelijk doel verenigbaar is met zijn maatschappelijk doel, hierna « dochtermaatschappijen » genoemd.

§ 2. Nochtans mag het bedrijf geen minderheidsparticipatie hebben zonder voorafgaande toestemming van de Regering.

Zitting 1995-1996 :

Stukken van de Raad. — Nrs. 104 : nr. 1 : Ontwerp van decreet; nrs. 2 tot 91, 93 tot 101 : Amendementen; nr. 92 : Verslag.

Zitting 1996-1997 :

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 20, 21, 27 mei, 10 en 17 juni en 8 juli 1997 — Aanneming. Vergadering van 8 juli 1997.

§ 3. De opdracht van openbare dienst van het bedrijf op het gebied van informatie en, inzonderheid, de redactionele verantwoordelijkheid van de informatie-uitzendingen, mag niet toevertrouwd worden aan een dochtermaatschappij of een derde-bedrijf. Het bedrijf kan maatschappijen waarin het deelneemt ertoe machtigen informatie uit te zenden, inzonderheid zijn informatieprogramma's te reproduceren.

§ 4. Het bedrijf stelt zijn vertegenwoordigers in de dochtermaatschappijen aan voor een bepaalde duur, die een periode van vijf jaar niet mag overschrijden.

§ 5. Iedere vertegenwoordiger van het bedrijf in een dochtermaatschappij :

1° brengt om de drie maand verslag uit over het uitoefenen van zijn mandaat voor de raad van bestuur van het bedrijf, en telkens als de meerderheid van de raadsleden het vraagt;

2° antwoordt te allen tijde voor de raad van bestuur van het bedrijf op elke vraag om informatie die aan hem wordt gericht door een van de Regeringscommissarissen, wat betreft zijn mandaat of de toestand van de dochtermaatschappij waarin hij aangesteld werd als vertegenwoordiger van het bedrijf.

§ 6. De raad van bestuur kan te allen tijde de in de dochtermaatschappijen door het bedrijf aangestelde vertegenwoordigers ontslaan. Wanneer deze vertegenwoordigers lid zijn van de raad van bestuur of van het personeel op het ogenblik van hun aanstelling, worden zij van rechtswege uit hun mandaat in de dochtermaatschappijen ontzet als zij deze hoedanigheden verliezen.

§ 7. De Regering kan twee afgevaardigden aanwijzen, in iedere dochtermaatschappij waarin het bedrijf in minstens 10% van het kapitaal deelneemt.

Te dien einde dient het bedrijf alle noodzakelijke maatregelen te treffen.

De Regering stelt het statuut en de opdrachten van deze afgevaardigden vast.

Art. 7. § 1. Het bedrijf mag geen programma produceren of uitzenden dat tegenstrijdig is met de wetten of het algemeen belang, dat de menselijke waardigheid aantast, en inzonderheid dat aanspoort tot discriminatie, haat of geweld, in het bijzonder op grond van ras, geslacht of nationaliteit, of dat ertoe aanzet de genocide gepleegd door het Duitse nationaal-socialistische regime gedurende de tweede wereldoorlog of elke andere vorm van genocide te ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goed te keuren.

§ 2. De door het bedrijf uitgezonden programma's die bijdragen tot de informatie of opvoeding van de televisiekijkers of radioluisteraars, worden in alle objectiviteit gemaakt, zonder enige voorafgaandelijke censuur of inmenging van overheidswege of van de privé-sector.

§ 3. Volgens de regels bepaald door het beheerscontract kan de raad van bestuur radio- of televisie-uitzendingen toevertrouwen aan representatieve verenigingen die door de Regering te dien einde worden erkend. Deze uitzendingen nemen de eerste paragraaf van dit artikel in acht.

§ 4. Bij overtreding van het decreet of de regels bepaald door het bedrijf, kan de raad van bestuur van het bedrijf, na de betrokken vereniging in gebreke gesteld en gehoord te hebben, tijdelijk de uitzendingen opschorten die haar toevertrouwd waren. De administrateur-generaal is ertoe gemachtigd alle nodige tijdelijke dringende maatregelen te treffen, bij wijze van voorzorgsmaatregel.

§ 5. Het bedrijf is ertoe gehouden franstalige mededelingen, met een maximum van drie uur per maand, kosteloos uit te zenden van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de nadere regels voor deze mededelingen, na advies van de raad van bestuur.

§ 6. Binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, deelt het bedrijf aan de Regering, onverminderd artikel 19, § 1, 6°, de regels mede die betrekking hebben op het minimumprogramma alsook op de uitrusting die permanent moet kunnen werken. Zo niet, dan stelt de Regering deze regels vast, na advies van de raad van bestuur en van de representatieve vakorganisaties van het personeel van het bedrijf.

§ 7. Binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet, stelt de raad van bestuur, na raadpleging van de directie voor informatie en bij de twee derde-meerderheid van stemmen, een huishoudelijk reglement vast met betrekking tot het verwerken van de informatie en tot de beroepscode van de personeelsleden, en inzonderheid de beroepscode voor journalisten, ten einde de objectiviteit en de onafhankelijkheid van de informatie te waarborgen alsook van degenen die ze verwerken. Dat huishoudelijk reglement zal ter raadpleging voorgelegd worden aan de paritaire commissie.

HOOFDSTUK II. — *Beheerscontract*

Art. 8. § 1. Het beheerscontract gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het bedrijf bepaalt de algemene en nadere regels volgens welke het bedrijf zijn opdracht als openbare dienst vervult. Bij wijze van tegenprestatie kent de Franse Gemeenschap aan het bedrijf een voldoende jaarlijkse toelage toe en stelt de nodige hertzfrequenties ter beschikking van het bedrijf.

§ 2. In het beheerscontract worden de algemene beginselen die als grondslag dienen bij de vervulling van de verscheidene opdrachten die door het bedrijf waargenomen worden met het oog op het uitvoeren van zijn opdracht van openbare dienst nader bepaald, en, in elk geval, de te treffen schikkingen :

1° voor het vaststellen van een beleid inzake radio- en televisieprogramma's, met inachtneming van de hierna volgende punten;

2° voor het vervullen van zijn opdracht op het gebied van de informatie en voor de continuïteit van de openbare dienst in dit verband;

3° voor het verwezenlijken van de cultuurontwikkeling, inzonderheid door de herwaardering en de bevordering van de culturele activiteiten van de Franse Gemeenschap, van haar patrimonium in Wallonië, in Brussel en in het buitenland alsook door de gepaste herwaardering van de gewestelijke specificiteiten;

4° voor het bevorderen van uitzendingen op het gebied van de permanente opvoeding;

5° voor het bepalen van een programmatie van ontspanningsuitzendingen van kwaliteit;

6° voor het in aanmerking nemen van de opmerkingen van de televisiekijkers en radioluisteraars en het gevolg dat wordt gegeven aan hun klachten.

§ 3. Het beheerscontract omvat eveneens :

a) De vaststelling, de berekening en de nadere regels voor de uitbetaling van eventuele toelagen ten laste van de algemene uitgavenbegroting van de Gemeenschap, alsook de maximaal toegestane reclame-inkomsten.

b) De sancties in geval van niet-naleving door een partij van de verbintenissen die voortvloeien uit het beheerscontract.

c) De nadere regels voor de berekening van en de drempels voor de eigen productie.

§ 4. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt geacht niet schriftelijk te zijn.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij tegenover welke een verplichting van het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, mag enkel de uitvoering van de verplichting eisen, en desgevallend, een schadevergoeding vragen, onverminderd de toepassing van elke bijzondere sanctie bepaald in het beheerscontract.

§ 5. Onverminderd artikel 4, worden de eventuele algemene financiële verplichtingen van de Gemeenschap ten opzichte van het bedrijf beperkt tot deze die voortvloeien uit de bepalingen van het beheerscontract.

Art. 9. § 1. Het beheerscontract wordt gesloten binnen drie maanden na de inwerkingtreding van de artikelen 33 en 36 van het decreet.

§ 2. Het beheerscontract wordt gesloten voor een periode van minstens drie jaar en van hoogstens zes jaar.

§ 3. Het beheerscontract zal enkel in werking treden na zijn goedkeuring bij een besluit van de Regering en op de datum bepaald door deze laatste. Het wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 4. Zes maanden voor het verstrijken van het beheerscontract, legt het bedrijf een voorstel van beheerscontract aan de Regering voor.

§ 5. Indien bij het verstrijken van een beheerscontract, een nieuw beheerscontract niet gesloten wordt, wordt het lopend beheerscontract van rechtswege voor één jaar verlengd. Op het einde van de verlenging stelt de Regering voor één jaar een beheersplan vast dat één maal vernieuwd kan worden.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie*

Afdeling I. — Raad van bestuur

Art. 10. § 1. Het bedrijf wordt bestuurd door zijn raad.

§ 2. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of nuttig zijn tot verwezenlijking van het maatschappelijk doel van het bedrijf. Hij is inzonderheid bevoegd om alle activiteiten, in België en in het buitenland, uit te oefenen en alle verrichtingen op roerende en onroerende goederen te doen van welke aard ook die direct of indirect betrekking hebben op het maatschappelijk doel van het bedrijf of die ertoe bijdragen dat doel te verwezenlijken of de verwezenlijking ervan te vergemakkelijken.

§ 3. De raad van bestuur stelt een huishoudelijk reglement vast; dit reglement bepaalt de grenzen en de vormen voor de delegatie van sommige van zijn bevoegdheden aan andere organen van het bedrijf of aan personeelsleden. Hij bepaalt ook de te volgen procedures ingeval de raad een beslissing neemt op de voordracht van de administrateur-generaal, meer specifiek de termijnen en de te treffen bepalingen in geval van tekortkoming.

§ 4. Door de raad van bestuur kunnen niettemin niet gedelegeerd worden :

1° de goedkeuring van het beheerscontract en van zijn wijzigingen;

2° de goedkeuring van de begroting en van de jaarrekening van het bedrijf;

3° het bepalen van het algemeen beleid van het bedrijf;

4° de goedkeuring van het programmarooster van het bedrijf;

5° de aanneming van het statuut van het personeel en van de vakbonden, en de aanneming van de arbeidsregeling;

6° het bepalen van de regels die de onafhankelijkheid van journalisten waarborgen.

Art. 11. § 1. De raad van bestuur wordt samengesteld uit dertien bestuurders, verkozen voor de duur van de wetgevingsperiode door de Raad van de Franse Gemeenschap, waarbij het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging van de erkende politieke fracties toegepast wordt.

§ 2. De Raad van de Franse Gemeenschap verkiest gelijktijdig, en volgens dezelfde nadere regels, evenveel plaatsvervangende bestuurders als titelvoerende bestuurders. Niemand kan tegelijk titelvoerend en plaatsvervangend bestuurder zijn.

§ 3. De verkiezing van de titelvoerende en plaatsvervangende leden bedoeld in § 1 en § 2 van dit artikel moet plaatsvinden binnen de vier maanden die volgen op de vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap.

§ 4. Iedere franstalige Belgische burger, die de burgerlijke en politieke rechten geniet en die de volle leeftijd van 65 jaar niet heeft bereikt, kan zich kandidaat stellen voor een mandaat van bestuurder bij de raad van bestuur van het bedrijf.

De kandidaturen moeten ingediend worden bij de Raad van de Franse Gemeenschap binnen de dertig dagen die volgen op de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte oproep.

§ 5. Het mandaat van de bestuurders neemt een einde de dag waarop hun opvolgers worden geïnstalleerd.

§ 6. De bestuurder die zijn ambt neerlegt voor het verstrijken van zijn mandaat wordt vervangen door zijn plaatsvervanger in de orde bepaald bij de verkiezing van de Raad van de Franse Gemeenschap. Hij voleindigt diens mandaat.

Wordt een titelvoerend bestuurder langer dan drie maanden verhinderd, zo wordt zijn plaatsvervanger verzocht hem te vervangen voor de duur van de verhindering.

Art. 12. § 1. Het uitoefenen van een mandaat van bestuurder bij de raad van bestuur is onverenigbaar :

1° met de hoedanigheid van lid van een regering en met de hoedanigheid van lid van een ministerieel kabinet;

2° met de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestniveau;

3° met de hoedanigheid van provinciegouverneur, van arrondissementscommissaris en lid van een bestendige deputatie;

4° met de hoedanigheid van statutair of contractueel personeelslid van het bedrijf;

5° met het uitoefenen van elk ambt dat een verband van onderschikking inhoudt ten opzichte van een ander bedrijf en dat een belangenconflict zou kunnen doen ontstaan met het bedrijf, met uitzondering van de mandaten uitgeoefend als vertegenwoordiger aangesteld door het bedrijf in zijn dochtermaatschappijen;

6° met het behoren tot een vereniging die de democratische beginselen niet naleeft die inzonderheid verwoord zijn in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

7° met de hoedanigheid van titularis van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een O.C.M.W.

§ 2. Wanneer de raad van bestuur vaststelt dat een bestuurder een van de voorwaarden voor de verkiesbaarheid verloren heeft of in overtreding is met de in vorige paragraaf opgesomde onverenigbaarheden, verzoekt hij deze bestuurder zich uit de betrokken mandaten of ambt te onttrekken binnen een termijn van één maand. Indien deze bestuurder dit niet doet, dan wordt hij van rechtswege uit zijn mandaat onttrekken de laatste dag van de maand gedurende welke de raad van bestuur de onverenigbaarheid heeft vastgesteld. Wanneer een onverenigbaarheid onder de 5° en 6° van § 1 valt, kan ze enkel vastgesteld worden via een met redenen omklede beslissing van de raad van bestuur, bij een beslissing genomen met een twee derde-meerderheid van de aanwezige leden, nadat de betrokken bestuurder een verdedigingsschrift zal hebben ingediend, binnen een termijn van één maand na de door de raad van bestuur medegedeelde kennisgeving, en nadat hij gehoord werd, eventueel bijgestaan door zijn raadsman. De beslissing van de raad van bestuur wordt aan de betrokken bestuurder via een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs medegedeeld.

§ 3. In geval van zware fout of ernstige nalatigheid tijdens het uitoefenen van zijn mandaat, alsook van een daad of een gedrag onverenigbaar met het uitoefenen van het mandaat, kan een bestuurder ontslagen worden door de Raad van de Franse Gemeenschap, op een met redenen omkleed advies van de raad van bestuur.

§ 4. In geval van ernstige schending van het algemeen belang, van zware inbreuk op de opdracht als openbare dienst van het bedrijf en op het beheerscontract, kan de Regering, zes maanden na de ingebrekestelling van de raad van bestuur, het ontslag van de raad van bestuur voorstellen aan de Raad van de Franse Gemeenschap, die erover zal beraadslagen en beslissen.

§ 5. Het ontslagen lid is niet herkiesbaar.

Art. 13. § 1. De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter, ofwel op diens initiatief, ofwel telkens als minstens één vijfde van de bestuurders het schriftelijk vragen.

§ 2. De raad van bestuur beraadslaagt en beslist enkel geldig indien minstens de helft van de bestuurders aanwezig is.

§ 3. De beslissingen van de raad van bestuur worden bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 14. § 1. Er wordt een afschrift van even welke notulen opgesteld door een van de collectieve organen van het bedrijf bedoeld in de artikelen 16, 19 en 20 van dit decreet, alsook een schriftelijk of audiovisueel afschrift, volgens de mogelijkheden van de diensten, van elk programma uitgezonden door het bedrijf, door de administrateur-generaal medegedeeld aan de bestuurder of de commissaris die het aanvraagt.

§ 2. De voorzitter van de raad van bestuur kan, te allen tijde, de administrateur-generaal om enig welke uitleg of informatie verzoeken en alle verificaties uitvoeren die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Bij wijze van uitzondering, in naam van de raad van bestuur die door hem wordt ingelicht, kan de voorzitter kennis nemen, zonder zich te moeten verplaatsen, van de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen van alle documenten en schrifturen van het bedrijf. Met de toestemming van de raad van bestuur, kan hij zich laten bijstaan door een deskundige van zijn keuze, waarvan de bezoldiging ten laste valt van het bedrijf.

§ 3. De artikelen 60, paragrafen 1, 2 en 3, 61, 63bis en 67, lid 1, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn van overeenkomstige toepassing op de raad van bestuur en zijn leden.

§ 4. Behoudens uitdrukkelijke andersluidende beslissing van de raad van bestuur, moet iedere bestuurder de inhoud van een beraadslaging van de raad van bestuur geheim houden.

§ 5. De Regering stelt het bedrag vast van de vergoedingen die aan de bestuurders kunnen worden toegekend.

Art. 15. De raad van bestuur kiest uit de verschillende politieke fracties een voorzitter en drie ondervoorzitters. De voorzitter en de ondervoorzitters stellen ieder een plaatsvervanger onder de leden van de raad van bestuur aan.

Afdeling II. — Vast comité

Art. 16. § 1. Het vast comité is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitters van de raad van bestuur of hun plaatsvervangers, en de administrateur-generaal.

Het is belast met het onderzoek van de dossiers die aan de raad van bestuur dienen te worden voorgelegd en met de opdrachten die aan het comité door deze raad worden gedelegeerd.

§ 2. Voor zover nodig en minstens vier keer per jaar, nodigt het Vast Comité de directeurs-generaal en de verantwoordelijken van de regionale productiecentra uit om zijn werkzaamheden bij te wonen.

Afdeling III. — Administrateur-generaal en directeurs-generaal

Art. 17. § 1. Het dagelijks beheer van het bedrijf, de vertegenwoordiging in verband met dit beheer, de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur, worden, onder het toezicht van de raad van bestuur, aan de administrateur-generaal toevertrouwd.

De administrateur-generaal verhandelt het beheerscontract in overleg met de voorzitter van de raad van bestuur.

§ 2. De administrateur-generaal wordt door de Regering aangesteld.

Zijn mandaat duurt tien jaar.

Indien de administrateur-generaal ouder is dan 55 jaar bij zijn aanstelling, kan de Regering de duur van zijn mandaat verminderen.

Hij kan enkel onttrekken of ontslagen worden bij besluit van de Regering, genomen op eensluidend advies van twee derden van de leden van de raad van bestuur.

Wanneer de Raad van de Franse Gemeenschap, met toepassing van artikel 12, § 4, het ontslag van de raad van bestuur besloten heeft, is de Regering ertoe gehouden de administrateur-generaal te ontslaan binnen de maand die volgt op het ontslag van de raad van bestuur.

§ 3. De raad van bestuur bepaalt het aantal, het ambt en de bevoegdheden van de directeurs-generaal op de voordracht van de administrateur-generaal.

De raad van bestuur stelt de directeurs-generaal aan, voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar, op de voordracht van de administrateur-generaal.

Indien een directeur-generaal ouder is dan 60 wanneer hij aangesteld wordt, kan de raad van bestuur de duur van zijn mandaat verkorten.

De directeurs-generaal kunnen enkel ontzet of ontslagen worden bij een beslissing van twee derden van de leden van de raad van bestuur, op de voordracht van de administrateur-generaal.

De administrateur-generaal, bijgestaan door de directeurs-generaal, en in overleg met de verantwoordelijken van de regionale productiecentra, zorgt voor de coördinatie bij de toepassing van de algemene beginselen zoals bepaald in artikel 8, § 2, van dit decreet.

§ 4. De wederzijdse rechten en verplichtingen van de administrateur-generaal en van het bedrijf worden geregeld door een bijzondere overeenkomst gesloten tussen de raad van bestuur, vertegenwoordigd door zijn voorzitter, en de administrateur-generaal. De wederzijdse rechten en verplichtingen van de directeurs-generaal en het bedrijf worden geregeld door bijzondere overeenkomsten gesloten tussen de directeurs-generaal, enerzijds, en de raad van bestuur, vertegenwoordigd door zijn voorzitter en de administrateur-generaal, anderzijds.

§ 5. De administrateur-generaal neemt deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur. Hij kan zich laten bijstaan door enig welke persoon die hij aanstelt.

§ 6. De artikelen 12, § 1, 1° tot 3°, 5°, 6°, 7° en § 2, alsook artikel 14, § 3 en § 4, zijn van toepassing, indien nodig, op de administrateur-generaal en de directeurs-generaal.

§ 7. In geval van overlijden, ontslagneming, inruststelling of ontslag van de administrateur-generaal of van een directeur-generaal, voleindigt diens opvolger het lopende mandaat.

Afdeling IV. — Regionale productiecentra

Art. 18. § 1. De raad van bestuur zorgt voor de effectieve decentralisatie van de diensten in het bedrijf, kent voldoende middelen aan de regionale productiecentra toe en zorgt ervoor dat zij een belangrijk deel van de productie van de programma's toegewezen krijgen.

Op de voordracht van de administrateur-generaal stelt de raad van bestuur het aantal, de zetel, het rechtsgebied, de bevoegdheden en de middelen van de regionale productiecentra en de studio's die ervan afhangen vast. Het bedrijf stelt in elk geval vijf regionale productiecentra in waarvan minstens een in Brussel. De regionale productiecentra hebben tot hoofddoel programma's te produceren die bestemd zijn om door het bedrijf te worden uitgezonden. De raad van bestuur kent bij voorrang aan de regionale productiecentra het opbouwen van lokale of regionale informatie-programma's toe, alsook van programma's die de regionale en lokale specificiteiten weerspiegelen.

§ 2. De raad van bestuur stelt het aantal, het ambt en de bevoegdheden van de verantwoordelijken van de regionale productiecentra vast, op de voordracht van de administrateur-generaal. De raad van bestuur stelt de verantwoordelijken van de regionale productiecentra aan, voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar, op de voordracht van de administrateur-generaal.

De verantwoordelijken van de regionale productiecentra kunnen enkel ontzet of ontslagen worden bij een beslissing van twee derden van de leden van de raad van bestuur, op de voordracht van de administrateur-generaal.

De wederzijdse rechten en verplichtingen van de verantwoordelijken van de regionale productiecentra en van het bedrijf worden geregeld door bijzondere overeenkomsten gesloten tussen de verantwoordelijken, enerzijds, en de raad van bestuur, vertegenwoordigd door zijn voorzitter en de administrateur-generaal, anderzijds.

§ 3. De regionale productiecentra worden autonoom beheerd. Hun acties moeten worden gevoerd met inachtneming van :

- het algemeen beleid van het bedrijf zoals bepaald in het kader van hun bevoegdheden door de raad van bestuur en de administrateur-generaal;
- de begrotingsmiddelen die aan deze jaarlijks worden toegekend door de raad van bestuur;
- de bepalingen van dit statuut en van het beheerscontract.

§ 4. In geval van overlijden, ontslagneming, inruststelling of ontzetting van de verantwoordelijke van een regionaal productiecentrum, voleindigt diens opvolger het lopende mandaat.

Afdeling V. — Paritaire commissie

Art. 19. Er wordt in het bedrijf een paritaire commissie ingesteld.

§ 1. Deze is bevoegd voor :

- 1° het overleg en de algemene informatie van het personeel;
- 2° de onderhandelingen over het statuut van het personeel, de arbeidsregeling en het syndicaal statuut, onverminderd de bepalingen bedoeld in 7° en van hiernavolgend artikel 28;
- 3° de aangelegenheden die betrekking hebben op de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsook deze die betrekking hebben op de salubriteit van het werk en arbeidsoorden;
- 4° het onderzoeken van de economische en financiële informatie met betrekking tot het bedrijf en zijn dochtermaatschappijen en inzonderheid het onderzoeken van het jaarlijks verslag zoals bepaald in artikel 23;
- 5° het overleg dat voorafgaat aan het sluiten van het beheerscontract en zijn wijzigingen;
- 6° de aanneming van de regels bedoeld bij artikel 7, § 6;
- 7° het organiseren van de verkiezingen van de vertegenwoordigers van het bedrijfspersoneel;
- 8° het overleg dat voorafgaat aan het instellen van een huishoudelijk reglement met betrekking tot het verwerken van informatie en de beroepscode voor de personeelsleden;
- 9° de aanstelling van de sociaal bemiddelaar.

§ 2. Ze bestaat uit :

- 1° de voorzitter van de raad van bestuur;

2° de administrateur-generaal en zeven personen aangewezen door de raad van bestuur op de voordracht van de administrateur-generaal onder degenen die een directie-ambt uitoefenen in het bedrijf, na raadpleging van de directeurs-generaal en de verantwoordelijken van de regionale centra;

3° acht afgevaardigden die het bedrijfspersoneel vertegenwoordigen, voorgedragen door de representatieve vakorganisaties van het bedrijfspersoneel. Deze zullen ervoor zorgen dat de ingediende lijsten van vertegenwoordigers het evenwichtig vertegenwoordigen van het personeel uit de regionale productiecentra mogelijk maken.

De delegaties van werkgevers en vakbonden kunnen, elk afzonderlijk, zich laten bijstaan door een deskundige.

Wordt beschouwd als representatief van het bedrijfspersoneel, elke vakorganisatie die, cumulatief :

1° aangesloten is bij een vakorganisatie vertegenwoordigd bij de Nationale Arbeidsraad;

2° de belangen van alle categorieën van het bedrijfspersoneel behartigt;

3° een aantal bijdragende aangeslotenen telt dat minstens 10% van de personeelsleden van het bedrijf uitmaakt.

Het toezicht op de representativiteit van de vakorganisaties wordt uitgeoefend door de commissie bedoeld bij artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

4° Er wordt een plaatsvervanger benoemd voor elk lid van de paritaire commissie.

§ 3. De paritaire commissie wordt door de voorzitter van de raad van bestuur voorgezeten; de voorzitter beschikt over een raadgevende stem. De commissie wordt bijeengeroepen door haar voorzitter, ofwel op diens initiatief, ofwel telkens als dit wordt gevraagd door de administrateur-generaal of door minstens de helft van de afgevaardigden die het bedrijfspersoneel vertegenwoordigen.

Ze kan subcommissies met precieze bevoegdheden instellen.

§ 4. De paritaire commissie mag enkel beraadslagen en beslissen als minstens de helft van de leden van iedere afvaardiging van werkgevers en vakbonden aanwezig is. Indien dit quorum niet bereikt is, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen veertien dagen. De commissie mag dan geldig beraadslagen en beslissen indien de helft van haar leden aanwezig is.

Onverminderd § 6, brengt ze, bij gewone meerderheid van stemmen, adviezen uit die ze aan de raad van bestuur verzendt.

§ 5. Binnen de drie maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit decreet, stelt de paritaire commissie met eenparigheid van stemmen een sociaal bemiddelaar en diens plaatsvervanger aan wiens opdracht bestaat in het zoeken naar convergentiepunten om de onderhandelingen voort te kunnen zetten in geval van blijvende onenigheid over de punten van de onderhandeling, het overleg of het advies van de paritaire commissie overeenkomstig § 1, 1° tot 3° en 7°.

Indien, bij het verstrijken van de in vorig lid voorgeschreven termijn, nog geen eenparigheid is bereikt, stelt de paritaire commissie de sociaal bemiddelaar en diens plaatsvervanger bij gewone meerderheid van stemmen vast.

De bemiddelaar en zijn plaatsvervanger zullen geen verband van directe ondergeschiktheid vertonen met het bedrijf, de Regering of de vakorganisaties. Ze zullen aangewezen worden bij voorrang onder de sociale bemiddelaars die onder het federaal ministerie voor Tewerkstelling en Arbeid, bevoegd inzake collectieve overeenkomsten, ressorteren.

De paritaire commissie zal, bij gewone meerderheid, de tussenkomst van de sociaal bemiddelaar vragen waarvan de opdracht een eind zal nemen uiterlijk twee maanden na de beslissing van de paritaire commissie de zaak bij hem aanhangig te maken. Na zijn opdracht te hebben vervuld, stelt hij een verslag op dat hij naar de paritaire commissie verzendt. De commissarissen van de Regering brengen daar onmiddellijk de Regering op de hoogte van.

Voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 19, § 1, 2° en 7°, wordt de zaak bij de sociaal bemiddelaar van ambtswege aanhangig gemaakt, indien de ad hoc bijzondere meerderheden bedoeld in § 6, die vereist zijn bij de paritaire commissie, niet bereikt werden, bij het verstrijken van een termijn van drie maanden, twee keer vernieuwbaar op aanvraag van minstens één van de partijen, die loopt vanaf de vergadering van de paritaire commissie waarbij het voorstel ingediend werd.

§ 6. Voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 19, § 1, 2°, brengt de paritaire commissie haar adviezen uit bij een twee derde-meerderheid van stemmen. Deze adviezen zijn bindend voor de raad van bestuur. Indien deze meerderheid niet bereikt werd, en na het verstrijken van een termijn van twee maanden die loopt vanaf de dag waarop de zaak bij de sociaal bemiddelaar aanhangig werd gemaakt overeenkomstig § 5, en bij gebrek aan bemiddeling, heeft de raad van bestuur de mogelijkheid om het voorstel aan te nemen zonder het advies van de paritaire commissie.

Voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 19, § 1, 7°, brengt de paritaire commissie haar adviezen uit bij eenparigheid van stemmen. Deze adviezen zijn bindend voor de raad van bestuur.

§ 7. De Regering is ertoe gemachtigd een samenwerkingsakkoord te sluiten met andere Gemeenschappen en Gewesten, met betrekking, wanneer deze laatste minstens een autonoom overheidsbedrijf zullen hebben opgericht, tot het instellen van een gemeenschappelijke paritaire commissie « overheidsbedrijf ».

Deze laatste zal bevoegd zijn voor het onderzoek, als gevolg van een beroep, van de voorstellen ingediend bij de paritaire commissie binnen het bedrijf krachtens § 1 hierboven. Het samenwerkingsakkoord bepaalt de samenstelling, de bevoegdheden en de werking van de paritaire commissie « overheidsbedrijf ».

De bepalingen van de hierboven vermelde §§ 5 en 6, met betrekking tot de sociaal bemiddelaar, zijn van rechtswege niet meer toepasselijk de dag waarop het samenwerkingsakkoord in werking treedt.

Afdeling VI. — Vaste Adviescommissie voor Radio en Televisie

Art. 20. § 1. Overeenkomstig artikel 19, lid 2 van de wet van 16 juli 1973, wordt bij het bedrijf een Vaste Adviescommissie voor Radio en Televisie ingesteld die belast is met het verstrekken van adviezen aan de raad van bestuur omtrent de programmaroosters en de algemene inhoud van de uitzendingen.

De commissie brengt haar adviezen uit op aanvraag van de raad van bestuur of op eigen initiatief.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstelling en de nadere regels voor de werking van deze Vaste Adviescommissie voor Radio en Televisie. Onder de leden van de Vaste Adviescommissie voor Radio en Televisie ingesteld bij het bedrijf bevinden zich vertegenwoordigers van de ministers tot wier bevoegdheden de cultuur, de permanente opvoeding en het onderwijs behoren en vertegenwoordigers van de regionale commissies.

Bovendien is er in de commissie ook een vertegenwoordiger aangewezen door iedere representatieve vakorganisatie van het personeel.

Alle leden van de vaste adviescommissie worden benoemd voor de duur van de legislatuur en worden vernieuwd binnen de vier maanden die volgen op de vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap.

Afdeling VII. — Regionale commissies

Art. 21. § 1. Er wordt bij ieder regionaal productiecentrum een regionale commissie ingesteld waarvan de opdracht bestaat in het uitbrengen van adviezen over de werking en de productie van het regionaal productiecentrum. Er wordt jaarlijks een verslag overgezonden aan de raad van bestuur.

§ 2. De regionale commissies zijn samengesteld uit twaalf leden benoemd door de raad van bestuur uit representatieve personen van de politieke, economische, sociale, culturele wereld, in het ambtsgebied van het betrokken regionale productiecentrum. Ze mogen niet samengesteld worden, voor meer dan de helft van haar leden, uit publieke mandatarissen of vertegenwoordigers van de overheid of overheidsdiensten.

De benoeming van de personen uit de politieke wereld geschiedt met toepassing van het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties erkend in de Raad van de Franse Gemeenschap.

Elke regionale commissie stelt een voorzitter en twee ondervoorzitters in haar midden aan, die niet alle mogen gekozen worden onder de vertegenwoordigers van de politieke wereld.

De commissie kan, bij meerderheid van stemmen, een vertegenwoordiger voor iedere representatieve vakorganisatie van het personeel uitnodigen om de vergaderingen van de regionale commissies bij te wonen.

§ 3. De leden van de commissies worden vernieuwd binnen de vier maanden die volgen op de vernieuwing van de raad van bestuur.

§ 4. De raad van bestuur stelt een huishoudelijk reglement vast dat toepasselijk is op elke regionale commissie. De raad van bestuur vaardigt, met raadgevende stem, een van zijn leden af bij de werkzaamheden van de regionale commissies.

HOOFDSTUK IV. — Boekhouding, jaarrekening, jaarlijks verslag

Art. 22. § 1. Het bedrijf is onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

§ 2. Bovendien voert het bedrijf een analytische boekhouding.

§ 3. De Gemeenschap mag haar waarborg verlenen voor de door het bedrijf aangegane leningen. Het beheerscontract bepaalt de nadere regels voor het sluiten van de met de waarborg van de Gemeenschap aangegane leningen.

Art. 23. § 1. De raad van bestuur stelt een jaarlijks verslag op over zijn activiteit gedurende het afgelopen jaar.

§ 2. Het jaarlijks verslag omvat :

1° een synthese van de jaarrekening, de inventaris, de balans en de resultatenrekening;

2° een verslag over de uitvoering van zijn opdracht als openbare dienst;

3° de informatie bedoeld in artikel 77, lid 4, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;

4° een verslag over de uitvoering van het specifieke programma van de activiteitenvooruitzichten bedoeld bij artikel 25, b), 2°.

Art. 24. Het jaarlijks verslag wordt voorgelegd aan het college van de commissarissen der rekeningen, uiterlijk op 31 mei. Het jaarlijks verslag wordt uiterlijk op 30 juni overgezonden aan de Regering, de Raad van de Franse Gemeenschap en de Hoge Raad voor de audiovisuele sector.

Art. 25. Daarenboven stelt het bedrijf de volgende stukken op :

a) voor 31 augustus van het lopend jaar, een tussenverslag over de financiële toestand en de thesaurie zoals vastgesteld op 30 juni;

b) uiterlijk voor 31 december :

1° een ramende resultatenrekening;

2° een programma voor de verwezenlijking van de opdracht van openbare dienst voor het komend jaar.

Art. 26. De bestemming van de winsten wordt in het beheerscontract bepaald.

Art. 27. § 1. De ontvangsten van het bedrijf zijn :

1° de toelage die jaarlijks door de Franse Gemeenschap wordt toegekend als tegenprestatie voor de uitvoering van zijn opdracht van openbare dienst overeenkomstig het beheerscontract;

2° de ontvangsten uit de niet-commerciële reclame, de sponsoring, de handelsreclame en andere reclame- en commerciële verrichtingen, met naleving van de bepalingen van het beheerscontract;

3° de ontvangsten uit de rechten verkregen voor de uitzending van sommige programma's bepaald in het beheerscontract;

4° de schenkingen en de legaten in zijn voordeel;

5° de dividenden en ontvangsten, in welke vorm ook, uit maatschappijen of instellingen waarin het deelneemt;

6° ontvangsten van alle aard die verenigbaar zijn met zijn maatschappelijk doel.

§ 2. Het geheel van de ontvangsten bedoeld in 2° van de vorige paragraaf mag niet meer dan 25 % van de ontvangsten bedragen.

HOOFDSTUK V. — Personeel

Art. 28. Onverminderd artikel 19, § 1, 2°, stelt de raad van bestuur op de voordracht van de administrateur-generaal :

a) het statuut van het personeel, met name het statuut van het vastbenoemd of stagedoend personeel en van het contractueel personeel;

b) de arbeidsregeling;

c) het syndicaal statuut.

Art. 29. Het bedrijf kan een beroep doen op contractueel personeel om :

1° in te spelen op uitzonderlijke en tijdelijke behoeften inzake personeel, of het om het voeren van in tijd beperkte acties, of om een buitengewone werkoverlast gaat;

2° opdrachten te verrichten die een bepaalde kennis of ervaring met hoge kwalificatie vergen, om opdrachten te verrichten of in te spelen op specifieke behoeften;

3° statutaire of contractuele personeelsleden te vervangen gedurende periodes van totale of gedeeltelijke tijdelijke afwezigheid;

4° bijkomende opdrachten te verrichten.

§ 2. De raad van bestuur stelt, op de voordracht van de administrateur-generaal, de voorwaarden voor het aanwerven van statutair of contractueel personeel vast.

Art. 30. De aanstellingen, voor een vernieuwbare termijn van vijf jaar, van de directeurs-generaal en verantwoordelijken van de regionale productiecentra, met toepassing van de artikelen 17, § 3, en 18, § 2, gebeuren op basis van een selectie-examen met indiening van een project van de kandidaten, waarvan de raad van bestuur de nadere regels bepaalt.

HOOFDSTUK VI. — Toezicht op het bedrijf

Afdeling I. — Commissarissen van de Regering

Art. 31. § 1. De Regering stelt twee commissarissen van de Regering aan die zorgen voor het behartigen van het algemeen belang, en voor het naleven van de wetten, decreten, ordonnanties en besluiten, van de opdracht als openbare dienst, van het beheerscontract en het financieel evenwicht van het bedrijf. Zij zorgen ervoor dat het algemeen beleid van het bedrijf geen afbreuk doet aan de uitvoering van zijn opdracht van openbare dienst. Zij brengen verslag uit bij de Regering over alle beslissingen van de raad van bestuur die een weerslag hebben op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

De Regering regelt het uitoefenen van de opdrachten van de commissarissen van de Regering en bepaalt hun bezoldiging.

§ 2. De commissarissen van de Regering wonen de vergaderingen bij van de raad van bestuur, het vast comité en de paritaire commissie. Door toedoen van de administrateur-generaal kunnen zij elk document krijgen dat zij nodig achten voor het uitoefenen van hun ambt.

§ 3. Iedere commissaris van de Regering kan, binnen een termijn van vier dagen, een beroep bij de Regering indienen tegen elke beslissing die volgens hem tegenstrijdig is met het algemeen belang, de wetten, decreten, ordonnanties en besluiten, de opdracht van openbare dienst of het beheerscontract.

Dit beroep schort de beslissing op. Indien de Regering, binnen een termijn van veertien dagen die begint te lopen vanaf dezelfde dag als de termijn waarover de commissarissen van de Regering beschikken, de beslissing niet nietig verklaard heeft, wordt deze laatste definitief.

Afdeling II. — Financieel en boekhoudkundig toezicht

Art. 32. § 1. Het toezicht op de financiële toestand, de jaarrekening en de regelmatigheid van de in de jaarrekening vast te stellen verrichtingen, wordt toevertrouwd aan een college van commissarissen der rekeningen, samengesteld uit vier leden.

§ 2. De Regering bepaalt de opdracht, de actiemiddelen, het statuut en de bezoldiging van de commissarissen der rekeningen.

§ 3. Twee commissarissen der rekeningen worden onder de leden van het Rekenhof benoemd. De twee andere commissarissen der rekeningen worden benoemd door het bedrijf, onder de leden, natuurlijke of rechtspersonen, van het Instituut der bedrijfsrevisoren.

§ 4. De informatie vervat in het verslag van de commissarissen is vertrouwelijk. Er worden zeven genummerde originele exemplaren opgemaakt waarvan één wordt overgezonden naar de administrateur-generaal, één naar de voorzitter van de raad van bestuur, twee naar de commissarissen van de Regering en drie naar de ondervoorzitters van de raad van bestuur. Het college van de commissarissen der rekeningen stelt zich borg voor de vertrouwelijkheid van deze informatie. De commissarissen der rekeningen, op verzoek van de voorzitter van de raad van bestuur, brengen een maal per jaar en vóór 30 juni, verslag uit voor de raad van bestuur.

§ 5. De artikelen 64, § 1, vierde lid, 64 *bis*, 64 *sexies*, 64 *octies*, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zijn van toepassing op het college van de commissarissen der rekeningen.

HOOFDSTUK VII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 33. § 1. De administrateur-generaal van de instelling bedoeld in het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », in functie op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel, zet zijn mandaat tot 1 december 2004 voort. De leden van de raad van bestuur van dezelfde instelling, bevoegd op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel, zetten hun mandaat tot het einde van de lopende legislatuur voort.

Zodra dit artikel in werking treedt, wordt de paritaire commissie samengesteld, overeenkomstig artikel 19.

§ 2. De organen bedoeld in § 1 hebben als opdracht het eerste beheerscontract van het bedrijf te sluiten, overeenkomstig de artikelen 8 en 9.

Art. 34. De rechten en verplichtingen van de instelling, inzonderheid de bepalingen met betrekking tot het statuut van het personeel, bedoeld bij het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » worden overgedragen aan de instelling bedoeld in artikel 1. De overdracht kan aan derden worden tegengeworpen op de dag van de inwerkingtreding van artikel 33 van dit decreet.

De mandaten van directeur-generaal en verantwoordelijke van een regionaal productiecentrum, toegekend voor de eerste keer op basis van de artikelen 17, § 3, lid 2, en 18, § 2, nemen een eind op 1 december 2004.

Met uitzondering van hiervoorgenoemde personen, zetten de personeelsleden, titularis van een mandaat toegekend met toepassing van het besluit van de Regering van 16 mei 1995, hun mandaat tot 1 december 2002 voort.

Art. 35. § 1. In artikel 1, b), van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Radio-Télévision belge de la communauté culturelle française » geschrapt.

§ 2. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 april 1984 tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, zoals gewijzigd of uitgevoerd bij de besluiten van 15 maart 1985, 25 november 1985, 22 januari 1991 en 3 juli 1991, worden de woorden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » geschrapt.

In dezelfde besluiten worden de artikelen die specifiek betrekking hebben op de RTBF geschrapt. De andere artikelen zijn niet van toepassing op de RTBF, met uitzondering van artikel 9 van het besluit van 5 april 1984, waarvan de bepalingen toepasselijk blijven.

§ 3. Opgeheven worden :

1° het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 1978, 30 maart 1983, 8 juli 1983, 27 maart 1985, 17 juli 1987, 20 juli 1988, 4 juli 1989, 16 april 1991, 19 juli 1991, 15 oktober 1991, 26 juni 1992, 21 december 1992 en 27 december 1993;

2° het decreet van 30 maart 1982 dat betrekking heeft op de mededelingen van de Executieve bij de R.T.B.F.

Art. 36. § 1. De artikelen 33 en 36 van dit decreet treden in werking op de door de Regering vast te stellen datum.

§ 2. De andere bepalingen van dit decreet treden in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering bedoeld in artikel 9, § 3.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 1997.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 97 — 1786

[C - 97/29296]

14 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la date d'entrée en vigueur des articles 33 et 36 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio Télévision belge de la Communauté française (RTBF)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio Télévision Belge de la Communauté Française (RTBF) et en particulier les articles 9 et 36;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article unique. Les articles 33 et 36 du décret du 14 juillet 1997 entrent en vigueur à la date de signature du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 97 — 1786

[C - 97/29296]

14 JULI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 33 en 36 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », inzonderheid op de artikelen 9 en 36;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met de Audiovisuele Sector,

Besluit :

Enig artikel. De artikelen 33 en 36 van het decreet van 14 juli 1997 treden in werking op de datum van ondertekening van dit besluit.

Brussel, 14 juli 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster,
Mevr. L. ONKELINX